

Nouvelle expérience belge

Leipziger Volkszeitung, mai 1913

①

La grève générale belge ne mérite pas seulement, en tant que manifestation remarquable des efforts et des résultats de la masse prolétarienne en lutte, la sympathie et l'admiration de la social-démocratie internationale, elle est aussi éminemment propre à devenir pour cette dernière un objet de sérieux examen critique et, par suite, une source d'enseignements. La grève d'avril, qui a duré dix jours, n'est pas seulement un épisode, un nouveau chapitre dans la longue série des luttes du prolétariat belge pour la conquête de l'égalité et de l'universalité du droit de vote, luttes qui durent depuis le commencement de la dernière décennie du XIX^e siècle et qui, selon toute apparence, sont encore très éloignées de leur fin. Si donc nous ne voulons pas, à la manière officielle, applaudir toujours et à toute occasion tout ce que fait et ne fait pas le Parti social-démocrate, il nous faut, en face de ce nouvel assaut remarquable du Parti Ouvrier Belge, dans ses luttes pour le droit électoral, nous poser la question suivante : Cette grève générale signifie-t-elle un pas en avant sur la ligne générale de combat ? Signifie-t-elle en particulier une nouvelle forme de lutte, un nouveau changement tactique qui serait appelé à enrichir, à partir de maintenant, les méthodes de combat du prolétariat belge, et peut-être aussi du prolétariat international ?

Cette dernière question est d'autant plus justifiée que les chefs du Parti belge – quelle que soit leur position tactique – opposent, avec beaucoup de vigueur, la grève d'avril aux précédents grèves belges concernant le droit électoral, ainsi qu'aux grèves de masses qui se sont produites dans d'autres pays, et la louent comme une nouvelle arme dans l'arsenal du prolétariat en lutte. Dans la petite revue mensuelle de Herstal, *La Lutte de Classe*, de Brouckère écrivait en mars :

« C'est pour la troisième fois que nous ferons une grève pour l'égalité du droit de vote et, dans d'autres pays, on a déjà fait grève dans le même but. La grève du 19 avril n'en représente pas moins un événement nouveau aussi bien par sa durée probable que par l'esprit dans lequel elle a été préparée. Cette grève ne doit ressembler ni aux rafales de 1893 et 1902, ni aux courtes grèves politiques en Suède et en Autriche, pas plus qu'aux grèves révolutionnaires de Russie. Ce sera la première tentative pour guider une grève politique d'après les principes mêmes qui rendent si efficaces les mouvements syndicaux ou, si l'on veut, une tentative pour élargir l'action syndicale jusqu'à la conquête de l'égalité politique. »

Les chefs du Parti, au congrès du 24 avril qui a décidé la cessation de la grève générale, ont souligné également, à plusieurs reprises, son caractère particulier. Vandervelde, lui aussi, écrit dans son article du *Vorwärts*, le 28 avril :

« Contrairement aux précédents mouvements similaires en Belgique et ailleurs, il s'est agi, cette fois, non plus d'une grève improvisée et impétueuse, mais d'une grève longue, préparée patiemment et méthodiquement. »

Il s'agit donc avant tout de comparer l'efficacité de cette nouvelle tentative de caractère particulier aux tentatives précédentes du prolétariat belge. Si l'on considère uniquement le résultat immédiat et palpable, on ne pourra certes pas écarter la conclusion que la nouvelle expérience du Parti belge a infiniment moins rapporté que son premier assaut d'il y a vingt ans. En 1891, la première courte grève de masse, avec ses 125.000 ouvriers, a suffi pour imposer l'institution de la commission pour la réforme du droit de vote. En avril 1893, il a suffi d'une grève spontanée de 250.000 ouvriers pour que la Chambre se prononce, en une seule longue séance, sur la réforme du droit de vote qui croupissait depuis deux ans dans la commission. Cette fois, la grève de 400.000 ouvriers, après neuf mois de préparation, après des sacrifices et des efforts matériels exceptionnels de la part de la classe ouvrière, a été brisée au bout de huit jours, sans avoir obtenu autre chose que la promesse, sans engagement, qu'une commission sans mandat et sans droit à légiférer recherchera une « formule d'unité » concernant le droit électoral.

Nos camarades belges ne se font aucune illusion sur le caractère vague et confus du résultat ; ils comprennent que ce n'est pas là une brillante victoire et qu'en tout cas, elle ne répond pas du tout aux efforts, aux sacrifices et aux préparatifs formidables qui ont été faits. Aucun des chefs du Parti n'a essayé, au Congrès du 24 avril, de présenter la résolution du Parlement sur ladite commission comme une victoire politique notable. Au contraire, ils se sont tous efforcés de porter le centre de gravité du bilan de la lutte de ces dix jours non sur le résultat parlementaire, mais sur le cours de la grève générale elle-même et sur son importance morale. « *Trois points de vue*, a dit Vandervelde (d'après le compte rendu du *Vorwärts*), *se sont fait jour dans l'appréciation de la grève générale. Le premier, le point de vue parlementaire, est le moins important.* » Mais les deux autres sont : le résultat politique, qui consiste dans la conquête de l'opinion publique, et le point de vue social, qui réside dans le déploiement de forces du prolétariat et dans le caractère pacifique de la grève générale : « *Maintenant – s'est écrié Vandervelde – nous connaissons le moyen que le prolétariat peut employer lorsque le pouvoir veut le priver de son droit.* » Jules Destrée est allé jusqu'à traiter toute la question du résultat direct de la grève de « futilités parlementaires » :

« Pourquoi ne pas se hausser, au dessus des futilités parlementaires et des nuances des déclarations ministérielles, jusqu'au principal ? Considérons donc le principal, que tout le monde peut voir : l'enthousiasme magnifique, le courage, la discipline de notre mouvement. »

Or, l'attitude excellente de la masse ouvrière belge dans la dernière grève générale, fut loin d'être une surprise. L'enthousiasme, la cohésion, la ténacité de ce prolétariat, se sont affirmés si fréquemment dans les vingt dernières années, en particulier dans l'emploi de l'arme de la grève générale, que le déclenchement et le cours de la grève d'avril, loin d'être une nouvelle conquête, ne sont qu'une preuve de plus de cette ancienne combativité. Evidemment, l'importance de chaque grève de masse réside, en grande partie, dans son déclenchement même, dans l'action politique qui s'y exprime, dans la mesure où il s'agit de manifestations spontanées ou qui éclatent sur l'ordre du Parti, qui durent peu de temps et manifestent un esprit

combatif. Lorsqu'au contraire, la grève a été préparée de longue main, de façon tout à fait méthodique et systématique, dans le but politique déterminé de mettre en mouvement la question du droit de vote immobilisé depuis vingt ans, il apparaît assez étrange de célébrer la grève, en quelque sorte, comme un but en soi et de traiter son objectif propre, le résultat parlementaire, comme une bagatelle.

Cette façon de déplacer l'appréciation de la situation s'explique aussi par l'état de gêne dans lequel s'est trouvé notre parti frère belge au bout d'une semaine et demie de grève générale. De toute la situation et de tous les discours du congrès de Bruxelles, il ressort clairement que la grève générale ne fut pas brisée au 24 avril parce qu'on s'imaginait avoir remporté une victoire notable. Au contraire, on s'empressa de saisir la première apparence de « concession » de la part du Parlement, pour désarmer la grève générale, parce qu'on avait, dans les milieux dirigeants, le sentiment net que la continuation de la grève générale amènerait à une situation sans issue et ne donnerait aucun résultat appréciable.

Faut-il en vouloir aux chefs du parti belge d'avoir saisi la première occasion pour arrêter la grève générale, alors que sa prolongation leur paraissait incertaine et sans chance de succès ? Ou faut-il leur faire grief de n'avoir pas cru à la force victorieuse de la grève méthodique, prolongée indéfiniment et « jusqu'à la victoire » ? C'est exactement le contraire qu'il faut dire : longtemps déjà avant le début de la grève d'avril, par la seule façon dont cette grève fut préparée, vu les épreuves et la tactique de la lutte pour le droit électoral en Belgique dans les dix dernières années, tout observateur attentif ne pouvait que douter fortement de l'efficacité de cette nouvelle expérience. Aujourd'hui, où la preuve par l'exemple a été faite et où nos camarades belges pensent avoir ajouté en tout cas, et pour longtemps, une nouvelle arme à leur arsenal, il est temps d'examiner cette arme elle-même. Il est nécessaire de se poser cette question : La grève d'avril, en raison de son organisation, ne portait-elle pas en elle-même les germes de sa stérilité, et l'expérience qui vient d'être tentée n'est-elle pas faite pour nous encourager à la révision de cette tactique plutôt qu'à l'imiter ?

(*Leipziger Volkszeitung*, 15 mai 1913)

②

La grève de masse, arme de lutte politique, est déjà, en Belgique, une tradition enracinée. C'est à l'emploi de cette arme que le prolétariat belge doit la première brèche qu'il a faite dans le droit électoral censitaire. Mais les deux grandes grèves de 1891 et de 1893, qui ont arraché l'institution des chambres de droit électoral et, ensuite, l'instauration du droit électoral plural, étaient également des manifestations spontanées de l'esprit combatif du parti, elles avaient ce caractère « mouvementé » dont la grève d'avril dernier devait être délibérément la contre-partie. Son caractère « impétueux » ne consistait pas du tout d'ailleurs dans le fait que les masses en grève commettaient des actes de violence stupides ou inclinaient à en commettre, comme pourrait faire croire la façon dont les chefs du parti belge ont souligné le caractère tout à fait pacifiste et légal de la récente grève générale. Les grévistes qui combattaient pour le droit électoral en 1891 et 1893 se comportèrent de façon aussi raisonnable et aussi « légale » qu'en avril dernier. Si, dans les deux premiers cas cependant, on en vint, dans quelques localités, à des bagarres de rue et s'il y eut des effusions de sang, la faute en incombe uniquement à l'attitude brutale et aux provocations des troupes et autres forces gouvernementales qui marchèrent contre les grévistes et les manifestants, en tremblant de tout leur corps et le cœur rempli d'une haine féroce. Le caractère « mouvementé » de ces deux grèves courtes et victorieuses ne résidait pas non plus dans des « illégalités » stupides qu'auraient commises des ouvriers, mais dans le fait que ces grèves de masse étaient l'expression de l'état d'esprit du Parti, plein de fraîcheur, de résolution et de joyeuse combativité. On ne connaissait ni hésitation, ni crainte, ni précaution, ni prudence, on marchait au combat sans compter sur autre chose que sur la propre force du prolétariat et sur sa pression, et on était prêt, ma foi, à augmenter cette pression jusqu'aux dernières conséquences et à donner libre cours à l'énergie révolutionnaire des masses, le cas échéant, pour en tirer le maximum de poids et d'effet. C'était des grèves de masses dans lesquelles le parti marchait en rangs serrés, depuis le chef suprême jusqu'au simple soldat, pénétré du même enthousiasme libre et hardi pour la lutte, absolument unanime dans sa ferme croyance en la nécessité et l'efficacité de sa propre entreprise.

Mais toute la tactique du parti belge prit une nouvelle orientation dans la décennie suivante. Après que le droit électoral plural de la classe ouvrière est ouvert les portes du Parlement et y eut introduit un nombre croissant de députés, le centre de gravité de l'action politique et de la lutte pour l'égalité du droit électoral fut transporté au Parlement. En même temps – et ce n'est d'ailleurs que l'autre côté de ce phénomène – un facteur tout nouveau entre en jeu : l'alliance avec la bourgeoisie libérale, alliance qui devint un facteur important de la tactique socialiste. Ainsi furent accouplés, dans la politique du parti, deux éléments contradictoires : l'action extra-parlementaire de la masse et l'alliance parlementaire avec le libéralisme. La grève de masse restait bien un moyen de lutte éprouvé, populaire, très apprécié du prolétariat, qui y était attaché avec une énergie tenace, mais, à partir de ce moment, il fallut tenir compte des alliés parlementaires, des libéraux, d'abord à cause de l'hostilité de classe profonde des possédants contre les actions prolétariennes de masse, et ensuite parce que, forcément, la grève de masse touchait en premier lieu et de façon sensible les intérêts économiques de la bourgeoisie, c'est-à-dire ceux des alliés libéraux.

La politique du Parti socialiste revêtit par suite une certaine incertitude, un caractère double et équivoque. C'est ce qui se manifesta nettement dans la campagne malheureuse de 1902, où l'accouplement de l'action gréviste de la masse avec l'alliance libérale au Parlement avait tout d'abord déterminé les chefs de parti à ne permettre l'action de la masse que comme un avertissement sans frais, et à renvoyer ensuite cette dernière à la maison aussi vite que possible, ce qui évidemment, ne pouvait que faire échouer également l'action parlementaire.

Cependant, le pitoyable fiasco de l'expérience de 1902 n'a pas amené le parti belge à se détacher de son alliance néfaste avec les libéraux et à se concentrer à nouveau complètement sur l'action prolétarienne. Au contraire, déçus par l'échec de la grève de masse, dont la stérilité s'expliquait pourtant cette fois dans la propre tactique du parti, les chefs du parti décidèrent de se cantonner dorénavant dans l'arène parlementaire. Comme les élections parlementaires, avec les système plural, rétrécissaient de plus en plus la représentation de la réaction cléricale, un simple calcul semblait montrer qu'il y avait plus qu'à

attendre patiemment le moment où, grâce à une propagande calme, la majorité cléricale se transformerait en minorité et où le bloc socialiste-libéral accomplirait, au moyen d'une simple majorité parlementaire, la réforme électorale. L'arme de la grève de masse semblait dorénavant une méthode superflue, gênante et périmée, et la réforme parlementaire et le « Bloc des Gauches » apparaissent comme l'ancre de salut de l'avenir.

Malheureusement, ce calcul tout simple, comme toutes les spéculations de l'opportunisme si simple d'apparence, avait une grande lacune ; il comptait seulement avec les chiffres, et non avec les rapports vivants des classes. Et ces derniers ont amené la réaction, telle qu'elle caractérise, en Allemagne comme ailleurs, le développement le plus récent de la bourgeoisie à accomplir aussi en Belgique son œuvre silencieuse. Alors que la fraction libérale du Parlement marchait, bras dessus, bras dessous, avec la fraction socialiste en faveur de la réforme électorale, la bourgeoisie lui tourna le dos dans le pays et s'enfuit en masse dans le clan cléricale. L'année 1912 fut appelée, dans les spéculations du Bloc, l'année de la « réalisation miraculeuse ». Or, les élections parlementaires de 1912 amenèrent, non pas la faillite des cléricaux, comme on s'y attendait, mais celle du libéralisme, et causèrent même des pertes au parti socialiste, tandis que la réaction cléricale entraînait à nouveau au Parlement avec une majorité accrue.

Cette deuxième période décennale de sa nouvelle tactique se terminait, pour le parti belge, par une défaite encore plus grande que celle de l'année 1902. Rien d'étonnant à ce que le fureur et l'amertume de la déception aient de nouveau poussée d'un seul coup la masse des ouvriers socialistes vers leur ancienne arme éprouvée : la grève de masse. Spontanément, comme un ouragan, le prolétariat belge se dressa à nouveau après les élections de juin 1912, pour conquérir par sa propre force ce que la seule tactique parlementaire s'était montrée en vingt années complètement incapable d'arracher. Mais, à ce moment, la fraction socialiste et les chefs du parti s'interposèrent de toute leur énergie pour déconseiller la grève. Comme il était impossible de dompter autrement la volonté populaire impétueuse, on proposa aux ouvriers de désarmer la grève de masse déjà commencée et de préparer de façon tout à fait systématique une grève de masse. La grève de masse méthodique, bien préparée, apparut ainsi, dès le début, comme un compromis entre l'énergie combative impétueuse des masses et l'hostilité que témoignaient à la grève les chefs du parti qui, malgré toutes les expériences amères, restaient attachés à l'alliance avec le libéralisme et aux espoirs parlementaires. Il ne s'agissait donc pas ici d'une nouvelle tactique élaborée en toute liberté et comportant une nouvelle méthode de grève plus efficace que les autres. La préparation de longue main de la grève de masse apparaissait cette fois comme un moyen de calmer les masses ouvrières, d'éteindre leur enthousiasme combatif et de leur faire abandonner provisoirement l'arène. Puis, lorsque toute l'énergie de la classe ouvrière, pendant sept mois, fut tournée exclusivement vers la préparation de la grève générale, ce fut la direction du parti qui, jusqu'à la fin, s'employa de toutes ses forces à entraver le déclenchement de la grève et à reculer cette dernière le plus possible. Après que le refus catégorique de la réforme électorale au Parlement, en février, eut arraché la fixation de la grève générale au 14 avril, les chefs de parti, s'appuyant sur l'intervention médiatrice de bourgmestres libéraux, cherchèrent encore, au dernier moment, alors que l'espoir dans une intervention libérale se fut évanoui comme une bulle de savon, la grève ne fut décidée que sous la pression irrésistible de la masse impatiente et contre les manœuvres d'une partie des chefs.

C'est ainsi que se réalisa finalement la grève d'avril, après neuf mois de préparation et des tentatives répétées pour l'empêcher et l'ajourner. Du point de vue matériel, elle fut certes préparée comme ne l'avait encore jamais été aucune grève de masse au monde. Si des caisses de secours bien garnies et la répartition bien organisée des vivres décidaient de l'issue d'un mouvement de masses, la grève générale belge d'avril aurait dû faire des miracles. Mais le mouvement révolutionnaire de masse n'est malheureusement pas un simple calcul que l'on peut résoudre avec les livres de caisse ou les dépôts de vivres des coopératives. Le facteur décisif dans tout mouvement de masse, c'est l'énergie révolutionnaire des masses, l'esprit de résolution des chefs et leur vue nette du but à atteindre. Ces deux facteurs réunis peuvent, le cas échéant, rendre la classe ouvrière insensible aux privations matérielles les plus dures et lui faire accomplir, en dépit de ces privations, les plus grands exploits. Ils ne sauraient par contre être remplacés par des caisses de secours bien garnies.

(Leipziger Volkszeitung, 16 mai 1913).

③

La pensée principale des camarades belges dans la préparation de la grève d'avril fut de lui enlever tout caractère impétueux, de la séparer complètement de la situation révolutionnaire, de lui donner le caractère méthodique, strictement limité, d'une grève syndicale ordinaire. Ce n'est pas le fait qu'il n'a pas été commis d' « illégalités » qui donne un caractère particulier à ce mouvement ; dans la dernière décennie du siècle précédent, les ouvriers en grève, comme nous l'avons dit, ont commis peu d' « illégalités » que cette fois ; en Belgique, comme ailleurs, ce furent toujours les « défenseurs de l'ordre » seuls qui commirent et provoquèrent des excès. La différence se trouve dans le fait que les grèves de masse autour de 1890 furent des mouvements spontanés, nés d'une situation révolutionnaire, de la tension de la lutte et de l'énergie tendue au plus haut degré des masses ouvrières. Spontanées non dans ce sens qu'elles furent chaotiques, sans plan, sans frein et sans chefs. Dans ces deux grèves, au contraire, la direction du parti ne fit qu'un avec la masse ; elle marchait en tête, elle dirigeait et dominait complètement le mouvement précisément parce qu'elle était en contact direct avec la masse, dont elle sentait les pulsations, parce qu'elle s'adaptait à la grève et qu'elle n'était que le canal, l'expression consciente des sentiments et des efforts de la masse. Ces grèves étaient spontanées en ce sens qu'elle réagissaient immédiatement à une situation politique, qu'elles rendaient coup pour coup dans la lutte et que, prêtes à toutes les conséquences et à toutes les éventualités de la lutte, elles jetaient avec une énergie librement déchaînée tout le poids de l'action des masses.

Il est hors de doute que dans de telles grèves de masse se dégage une forte étincelle révolutionnaire ; que, dans une atmosphère chargée, dans une situation où la tension des antagonismes a acquis une certaine acuité elles peuvent amener de véritables collisions avec les pouvoirs publics. Mais il n'est pas moins sûr que c'est précisément la pression de telles grèves qui exerce *le plus rapidement* son effet et qui contraint généralement les classes dominantes à céder avant qu'on arrive aux dernières extrémités, avant qu'une rencontre générale avec la force publique soit amenée par la situation. Le coup

des grèves belges de 1891 et de 1893 en est la confirmation complète. De même, en 1905, il suffit au prolétariat autrichien de suivre l'exemple contagieux des combattants révolutionnaires russes et d'entreprendre son mouvement spontané pour contraindre les détenteurs du pouvoir à céder avant qu'un règlement de comptes violent fût nécessaire. La même preuve est fournie par de nombreux autres cas tirés de la pratique du prolétariat international dans les cinquante dernières années : ce n'est pas l'emploi de la force physique, mais bien la résolution révolutionnaire des masses de ne pas se laisser effrayer, le cas échéant, dans leur action de grève par les conséquences les plus extrêmes de la lutte et de faire tous les sacrifices nécessaires qui confèrent à cette action une puissance si irrésistible qu'elle peut souvent amener dans un court laps de temps de notables victoires.

A la base de la grève d'avril en Belgique, au contraire, il y a l'idée d'éviter toute situation révolutionnaire, tout défaut de calcul, tout tournant imprévu de la lutte, en un mot, d'écarter préalablement tout risque et tout danger et de fixer, presque une année à l'avance, toute la campagne. Mais de ce fait, les camarades belges ont enlevé à leur grève générale toute sa valeur de choc. L'énergie révolutionnaire des masses ne se laisse pas mettre en bouteille et une grande lutte populaire ne se laisse pas conduire comme une parade militaire. De deux choses l'une : ou bien on provoque un assaut politique des masses, ou plus exactement, comme un tel assaut ne se provoque pas artificiellement, on laisse les masses excitées partir à l'assaut, et il leur faut alors tout faire pour rendre cet assaut encore plus impétueux, plus formidable, plus concentré, mais alors on n'a pas le droit, juste au moment où l'assaut se déclenche, de le retarder pendant neuf mois afin de lui préparer, dans l'intervalle, son ordre de marche. Ou bien, on ne veut pas d'assaut général, mais alors une grève de masse est une partie perdue d'avance. Si, en avril, ainsi que les chefs l'ont assuré au congrès, on devait seulement faire une démonstration de la discipline et de la volonté unique de la classe ouvrière, il n'était point besoin de dix jours de grève pour cela, et c'était payer trop cher une préparation de neuf mois. Les prolétaires belges étaient depuis fort longtemps déjà prêts à une telle démonstration et s'y étaient déjà plusieurs fois préparés. Mais si ce devait être une grève de combat, la façon dont on l'exécuta était peu propre à en faire une grève victorieuse.

Il est clair, en tout cas – et c'est ce que confirme l'histoire des grèves de masses dans les différents pays – que plutôt une grève politique tombe rapidement et inopinément sur la tête des classes dirigeantes, plus l'effet en est grand et les chances de victoire considérables. Lorsque le Parti Ouvrier annonce, trois trimestres à l'avance, son intention de déclencher une grève politique, ce n'est pas seulement lui, mais aussi la bourgeoisie et l'Etat qui gagnent tout le temps nécessaire pour se préparer matériellement et psychologiquement à cet événement.

D'ailleurs, les longs et laborieux efforts d'épargne des prolétaires belges, si admirables dans leur idéalisme, eurent l'inconvénient de toucher fortement, pendant toute leur durée, les intérêts économiques de la petite bourgeoisie, des boutiquiers et des commerçants, de cette couche dont les sympathies sont les premières à aller à la classe ouvrière. Grâce à la longue préparation de la grève, la grande bourgeoisie put esquiver, dans une large mesure, le coup que toute grève spontanée des masses lui porte à elle d'abord.

L'efficacité de toute grève politique de combat dépend aussi de la collaboration du personnel occupé dans les services publics. Lorsque les camarades belges – ainsi qu'il ressort de leur intention de faire une grève longue et pacifique – ont renoncé à arrêter les services publics, ils ont certes enlevé à leur grève tout « caractère illégal », mais en même temps ils l'ont privée de son efficacité en tant que moyen de contrainte rapide et d'intimidation de l'opinion publique et de l'Etat.

En un mot, toutes les qualités de la grève d'avril qui, suivant les intentions du parti belge, devaient lui donner le caractère méthodique d'une action syndicale, lui ont enlevé par cela même, dans une large mesure, son efficacité de grève politique.

Bien plus, nous avons vu dans l'histoire de la lutte pour le droit électoral en Belgique que les chefs du parti interdisaient réellement, depuis quinze ans environ, la grève de masse, et qu'ils cherchent constamment à la reculer, à l'empêcher. Finalement, cette tactique a eu cependant, chose curieuse, le résultat contraire à celui qu'elle poursuivait. La grève continuellement ajournée au moment où elle devait se déchaîner impétueusement, est devenue maintenant non seulement pour la réaction, mais aussi pour le parti, une véritable épée de Damoclès. Depuis neuf mois déjà, le parti belge est sous la hantise des préparatifs de la grève de masse. Une fois que la grève a été brisée en avril à la première ombre de concession, le parti, au congrès du 24 avril, a dû évidemment la faire rentrer dans ses nouvelles perspectives. La tactique même qui interdisait toute rencontre impétueuse de la masse avec la réaction, a fait de la menace de la grève générale quelque chose de chronique.

Il semble inévitable que des illusions exagérées concernant l'efficacité de la grève politique de masse aient été ainsi entretenue volontairement dans les masses. Mais, dans les circonstances actuelles, à ces illusions peuvent très facilement succéder des déceptions. La grève politique de masse n'est pas, en elle-même, un moyen miraculeux. Elle n'est efficace que dans une situation révolutionnaire, comme expression d'une énergie révolutionnaire fortement concentrée, et d'une haute tension des antagonismes. Détachée de cette énergie et de cette situation, transformée en une manœuvre stratégique déterminée longtemps d'avance et exécutée de façon pédante, à la baguette, la grève de masse ne peut qu'échouer neuf fois sur dix.

Personne ne peut, en ce moment, prédire avec certitude quel sera le sort prochain de la réforme électorale en Belgique. Peut-être les cléricaux belges, comme les Tories en Angleterre, seront-ils assez sages pour tirer une leçon de l'effervescence des masses populaires et s'engager dans la voie large du compromis. Certes, leur attitude, jusqu'ici, ne montre guère qu'ils sont capables de comprendre cette politique de grand style. Mais s'ils persistaient dans leur brutalité réactionnaire, à l'instar des agrariens de la Prusse Orientale, seul un assaut du prolétariat serait de nature à briser cette obstination, comme il l'a déjà fait en 1891 et 1893. Mais alors, à notre avis, notre parti frère belge pourrait tirer de cette récente expérience la leçon suivante : seul le retour à la tactique du mouvement de masse impétueux et libre de tout souci d'alliance avec les libéraux, seul le déchaînement de la pleine énergie révolutionnaire du prolétariat peuvent détruire cette forteresse féodale. En tout cas,

l'expérience d'avril ne saurait être recommandée au parti belge et à l'Internationale comme une innovation louable dans le maniement de la grève politique de masse.

Mais, quelles que soient les critiques et les jugements qu'on porte sur l'action des camarades belges, cette action reste pour nous, en Allemagne, un exemple et une leçon qui nous font rougir de honte. Le parti belge expérimente la grève de masse, mais il essaie aussi, en ramassant toutes ses forces, tous les moyens d'action des masses. En Prusse, au contraire, les mots cinglants du congrès prussien tenu à Noël 1909, les paroles enflammées et remarquables de Singer n'ont été suivies qu'au printemps 1910 d'une courte campagne démonstrative qui, après avoir pris le plus bel élan, fut tout simplement mise au rancart par le Parti. Depuis, nous nous sommes consolés en allant d'élections en élections au Reichstag, et d'élections en élections au Landtag. Mais l'exemple belge devrait être, pour notre parti, moins l'occasion d'une « admiration » dénuée d'esprit critique qu'un stimulant pratique pour faire sentir une bonne fois à la réaction de la Prusse orientale la valeur du proverbe : assez de simagrées, tu vas marcher maintenant.

(Leipziger Volkszeitung, 19 mai 1913).